

BGE 71 II 233

Bundesgericht (BGE), 1945-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_71_II_233

FR: ATF 71 II 233

IT: DTF 71 II 233

Volltext

232 Obligationenrecht. N° 50. machen könne. Auch das darf entgegen der Ansicht des Beklagten als Billigkeitsmoment gewürdigt werden. Es lässt sich nicht bestreiten, dass in Fällen, wo der Schaden durch Zahlungen Dritter zum grossen Teil gedeckt werden kann, das Bedürfnis nach der Zusprechung eines Ersatzes auf Grund von Art. 54 Abs. 1 OR gering ist. Dann ist es aber auch gegeben, das Fehlen einer solchen anderweitigen Schadensdeckung als Grund gelten zu lassen, der die Verpflichtung zur Bezahlung eines Ersatzes aus Billigkeitsgründen nahe legen kann. Nicht angängig ist es dagegen, etwa unter diesem Gesichtspunkt auch das Bestehen einer Bürgschaft zu berücksichtigen und eine erhöhte Ersatzpflicht des Unzurechnungsfähigen anzunehmen mit der Begründung, nicht er, sondern der Bürge müsse ja bezahlen; denn da diesem ein Rückgriffsrecht auf den Hauptschuldner zusteht, ist es letzten Endes doch er, der belastet wird. 7. - 8. - Es liegen somit verschiedene Momente vor, die eine Verurteilung Schweizers zu einer gewissen Entschädigung zu rechtfertigen vermögen, obschon er, gemessen an den Verhältnissen des Kantons Zürich, der viel weniger zahlungskräftige Teil ist. Immerhin sind die für eine Ersatzpflicht sprechenden Billigkeitsgründe nicht derart, dass es am Platze wäre, Schweizer auf unabsehbare Zeiten hinaus finanziell schwer zu belasten. Das wäre aber der Fall, wenn er verurteilt würde, über den Betrag von rund Fr. 8200.- hinaus, den er bereits durch Verrechnung mit Besoldungsansprüchen für 1942 und durch Freigabe von Rentenansprüchen geleistet hat, weitere Fr. 12,000.- zu bezahlen. Das müsste dazu führen, dass er mit seiner Familie auf unverhältnismässig lange Zeit auf das Existenzminimum gesetzt wäre. Eine solche Belastung wäre jedoch zweifellos unbillig. Wenn man in Betracht zieht, dass Schweizer zur Zeit der Begehung der Tat unzurechnungsfähig war und darum grundsätzlich für deren Folgen nicht haftbar gemacht werden kann. Er hat vielmehr Anspruch Obligationenrecht. N° 51. 233 darauf, dass ihm und seiner Familie ein wenigstens annähernd standesgemässes Auskommen nicht auf allzulange Zeit entzogen bleibt (vgl. in diesem Sinne auch § 829 BGB, der die Belassung dieses Minimums in Fällen von Billigkeitshaftung generell vorschreibt). Dies erscheint umso mehr geboten, als Schweizer nicht mehr pensionsberechtigt ist und die Gefahr eines Rückfalles in seine Krankheit nicht ausserhalb des Bereiches der Möglichkeit liegt. 51. Extrait de l'arret de la Ire Cour civile du 23 octobre 1945 dans la cause Lavanchy c. Yontobel. Concurrence deloyale (art. 48 CO). Sur le marche libre, celui qui vend a bas prix et porte ainsi prejudice aux concurrents ne commet un acte illicite que s'il use de procedes contraires aux regles de la bonne foi, par ex. s'il se procure a bon marche par des moyens frauduleux la marchandise qu'il vend. Unlauterer Wettbewerb, Art. 48 OR. Wer im freien Handel zu niedrigem Preis verkauft und dadurch die Konkurrenz schädigt, macht sich keines unlauteren Wettbewerbs schuldig, es sei denn, er wende gegen Treu und Glauben verstossende Mittel an, indem er sich z. B. die Ware auf betrügerische Weise billig verschafft. Concorrenza sleale (art. 48 CO). Chi, sul mercato libero, vende a prezzo basso e porta COSI pregiudizio ai concorrenti,

commette un atto illecito soltanto se fa uso di procedimenti contrari aHa buona fede, p. es. se si proeura a buon mercato, mediante mezzi . fraudolenti, la merce ehe vende. A. - Charles Vontobel est fleuriste en gros et au detail, Andre Lavanchy, seulement fleuriste en gros, sur la place de Geneve. Ils sont concwrents. Au coursde l'hiver 1940-1941, Vontobel remarqua que Lavanchy vendait ades detaillants des fleurs provenant de l'etranger, notamment de France, a des prix plus bas qu'il ne pouvait le faire lui-meme. Soup90nnant des actes irreguliers, il provoqua une enquete. Elle revela que Lavanchy payait a Annemasse et Moillesulaz (France) en argent fran9ais exporte hors clearing la marchandise achetee dans le Midi de la France. De cette maniere, il l'avait a bon compte et pouvait la revendre a bas prix. Le Tribunal de police de Geneve condamna Lavanchy a deux mille Obligiatiollenrecht. N° 51. francs d'amende, au paiement d'une indemnite de 300 fr. a l'Office suisse de compensation et reserva les droits de Vontobel, partie civile. L'administration des douanes fran9aises infligea de son cote a Lavanchy une amende de 25000 fr. fr. B. - Par exploit introductif d'instance du 1 er novembre 1943, Vontobel a actionne Lavanchy devant la Cour de justice civHe du canton de Geneve en paiement de 5000 fr. de dommages-interets avec interets a 5 % des le 13 mai 1943. Il reprochait au defendeur des actes de concurrence deloyale dommageables (art. 48 CO). Lavanchy a conclu au deboutement du demandeur et a sa condamnation a une amende et des dommages-interets. Statuant comme juridiction unique, la Cour a condamne le 6 juillet 1945 le defendeur a payer au demandeur Ia somme de 1000 fr. avec interets a 5 % des le 1 er novembre 1943. Elle a deboute le defendeur de ses conclusions et mis les depens de l'instance a sa charge. a. - Contre ce jugement, le defendeur a recouru en reforme au Tribunal fMera1. Il a ere deboute. Extrait des motifs: Le comportement dommageable que le demandeur reproche au defendeur consiste dans le gachage des prix. Les parties n' etaient liees par aucune convention les obli- geant a pratiquer certains prix. Le defendeur n' a pas non plus enfreint une fixation officielle du prix de ses marchandises. La demande de dommages-interets se fonde exclusivement sur l'art. 48 CO qui etait encore applicable lors des actes critiques. Sur le marcM libre, les prix sont en principe libres. Le vendeur les fixe a sa guise. S'il vend a bon compte et porte ainsi prejudice aux concurrents, qui perdent des clients ou se voient contraints de vendre meilleur marche, il ne commet pas pour autant un acte illicite. Le dom- mage cause est Ia consequence naturelle de Ia libre con- currence (RO 52 II 381). Le rabaisien ne tombe sous le coup de l'art. 48 CO que s'il usa de procedes contraires Obligationenreeht. N0 51. 235 aux regles de Ia bonne foi. Il en sera indiscutablement ainsi du commer9ant qui utilise pour des fing de concur- rence un avantage obtenu de maniere illicite, imposant aux negociants honnetes des prix auxquels Hs ne peuvent vendre leurs marchandises parce qu'ils les achètent en respectant la loi. D'apres les constatations du juge du fait, cet etat de choses est realise clans l'espece. Du dossier et notamment du jugement du Tribunal de police genevois, du 5 avril 1945, il appert ceci : Le defendeur a fait venir d' Antibes des marchandises non facturees pour echapper ainsi aux versements au clearing. Son allegation qu'il s'agissait d'une compensation pour perte de marchandises est controuvee. Il aurait du deduire sur Ia facture le prix des fleurs avariees et en informel' l'Office suisse de compensation en justifiant cette diminution. Au lieu de proceder ainsi, il apresente aux organes des douanes une facture inexacte. Le defen- <leur a en outre paye les frais de transport avec de l'argent fran9Ris introduit en France sans passel' par le clearing. En agissant ainsi, le defendeur a contrevenu aux arretes du Conseil federal du 6 juillet 1940 instituant des mesures provisoires pour le reglement des paiements entre Ia Suisse et differents pays et du 13 novembre 1940 relatif au paie- ment des marchandises, frais accessoires et autres obli-

gations similaires entre la Suisse et la France. (ROLF 1940 p. 1232 et 1865). Pour se justifier, le défendeur se borne à dire que s'il n'a pas recouru contre le jugement du Tribunal de police cela ne signifie pas qu'il l'admette : « L'examen du dossier suffira à faire constater à quel point cette condamnation reposait sur des bases fragiles ». Sans doute le juge civil n'est-il pas lié par la condamnation pénale (art. 53 CO), mais la dénégation générale du défendeur ne saurait suffire à éveiller des doutes au sujet de sa faute et à invalider l'appréciation des circonstances du cas par le Tribunal de police. D'après la constatation de la Cour de justice civile, le défendeur a dépensé pour la marchandise importée beaucoup plus qu'il n'aurait dû. Il a pu la vendre sur la place de Genève à des prix très inférieurs à ceux des concurrents qui procédaient correctement. D'autres facteurs, indiqués par le défendeur, peuvent avoir contribué à créer la différence des prix, mais elle est inexplicable sans les avantages frauduleux obtenus. La relation de causalité entre les agissements déloyaux du défendeur et l'abaissement des prix est ainsi établie en fait pour le Tribunal fédéral... 52. Auszug aus dem Urteil der I. Zivilabteilung vom 10. Juli 1945 i. S. Versicherungsverband schweizerischer Transport- unternehmungen gegen Schweizerische Bundesbahnen. Vertrag zwischen zwei Bahnunternehmungen über die gemeinsame Benützung einer Bahnstation. Rechtsnatur des Vertrags. Haftung für Hülfspersonen, Voraussetzungen für die Anwendbarkeit von Art. 101 Abs. 3 OR. Convention de deux entreprises de chemin de fer pour l'utilisation commune d'une gare. Nature juridique du contrat. Responsabilité pour les auxiliaires; condition de l'application de l'art. 101 al. 3 CO. Convenzione conclusa tra due imprese ferroviarie per l'utilizzazione in comune d'una stazione. Natura giuridica del contratto. Responsabilità per persone ausiliarie; condizioni da cui dipende l'applicazione dell'art. 101 cp. 3 CO. A U 8 dem Tatbestand: Die SBB-Station Sihlbrugg an der Strecke Zürich-Zug bildet gleichzeitig die Endstation der Sihltalbahn und wird von dieser auf Grund eines sog. Gemeinschaftsvertrages mitbenützt. Nach den Bestimmungen des Vertrags wird der gesamte Stationsdienst von den SBB besorgt. Am 16. Mai 1939 stiessen auf der einspurigen Strecke der Sihltalbahn Sihlbrugg-Sihlwald zwei Züge zusammen, weil einerseits der Stationsvorstand von Sihlbrugg einen von dort mit Verspätung abgehenden Zug abgefertigt und andererseits ein Stationsbeamter nach Sihlwald telephonierte, der dort auf die Kreuzung wartende Gegenzug könne nach Sihlbrugg abfahren. Obligationenrecht. N° 52. 237 In einem Prozess über die Tragung der finanziellen Folgen dieses Zusammenstosses verlangte der Versicherungsverband schweizerischer Transportunternehmungen als Zessionar der Sihltalbahn von den SBB unter anderem auch die Rückerstattung der Schadenersatzbeträge, welche die Sihltalbahn an die Reisenden ausbezahlt hatte, die bei dem Zusammenstoss verletzt worden waren. Die SBB beriefen sich diesem Begehren gegenüber darauf, dass im Gemeinschaftsvertrag ausdrücklich bestimmt sei, jede Verwaltung hafte für allen Schaden, der die in ihren Zügen befindlichen Reisenden betreffe. Der klägerische Verband nahm den Standpunkt ein, diese auf eine Wegbedingung jeder Haftung der SBB für ihr Personal hinauslaufende Bestimmung sei unzulässig, weil nach Art. 101 Abs. 3 OR die Haftung für Hülfspersonen höchstens für leichtes Verschulden wegbedungen werden könne, wenn die Haftung aus dem Betrieb eines obrigkeitlich konzessionierten Gewerbes folge, was hier der Fall sei. Die SBB bestritten die Anwendbarkeit von Art. 101 OR, weil es sich bei dem Gemeinschaftsvertrag um ein öffentlichrechtliches Vertragsverhältnis handle. Das Bundesgericht hat die Anwendbarkeit von Art. 101 OR grundsätzlich bejaht, dagegen die Voraussetzungen für eine Einschränkung der Wegbedingung der Haftung

verneint, auf Grund der folgenden Erwägungen: 4. - Art. 101 OR bestimmt zunächst, wer die Erfüllung einer Schuldpflicht oder die Ausübung eines Rechtes aus einem Schuldverhältnis, wenn auch befugterweise; durch eine Hilfsperson, wie Hausgenossen, Arbeiter oder An- Angestellte vornehmen lasse, habe dem andern den Schaden zu ersetzen, den die Hilfsperson in Ausübung ihrer Verpflichtungen verursache (Abs. I). Diese Haftung kann gemäß Abs. 2 durch eine zum voraus getroffene Abrede beschränkt oder aufgehoben werden. In Abs. 3 wird dann jedoch im Sinne einer exceptio exceptionis angeordnet,

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.